

DUP



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA HAUTE-MARNE

AEP52

03733X0026

PRÉFECTURE

**DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION,
DES COLLECTIVITÉS LOCALES
ET DES POLITIQUES PUBLIQUES**

**Service des collectivités locales
et des politiques publiques**

Bureau du pilotage des politiques publiques

ARRÊTÉ N° 722 DU 31 JANVIER 2011

portant déclaration d'utilité publique de la dérivation des eaux
et de la mise en place des périmètres de protection réglementaire

**Protection du forage du hameau de Malroy,
sis sur la commune de DAMMARTIN SUR MEUSE**

Le Préfet de la Haute-Marne

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 1321-1 à L 1321-10 ; L 1324-1 à L 1324-5 ;
R 1321-1 à R 1321-36 ; R 1321-42 à R 1321-59 et R 1321-64 à R 1321-66 ;

VU le Code de l'Environnement et notamment les articles L 210-1 ; L 211-1 ; L 214-1 à L 214-6 et L 215-3 ;

VU le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques ;

VU le décret n° 2006-880 du 17 juillet 2006 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues aux
articles L 214-1 à L 214-3 du Code de l'Environnement pour la protection de l'eau et des milieux aquatiques ;

VU l'arrêté du 20 juin 2007, paru au Journal Officiel du 10 juillet 2007 et relatif à la constitution du dossier de
demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R 1321-
6 à R 1321-12 et R 1321-42 du Code de la Santé Publique ;

VU la délibération de la commune de DAMMARTIN SUR MEUSE en date du 19 décembre 2008 adoptant le
projet, créant les ressources nécessaires à l'exécution des travaux et décidant de prendre les engagements
indispensables en vue de la déclaration d'utilité publique des travaux ;

VU le rapport en date du 10 janvier 2002 de M. SCHITTEKAT, hydrogéologue agréé en matière d'eau et
d'hygiène publique pour le département de la Haute-Marne ;

VU l'arrêté préfectoral n° 653 du 14 janvier 2010 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique de dérivation des eaux et d'établissement des périmètres de protection ;

VU l'avis du commissaire-enquêteur en date du 13 mars 2010 ;

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires Technologiques en date du 4 novembre 2010 ;

Considérant que l'utilité publique de l'opération est supérieure aux inconvénients qu'elle est susceptible de générer ;

Considérant la nécessité de protéger la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

A R R E T E

I – DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1 – OBJET

Sont déclarés d'utilité publique en vue de distribuer l'eau destinée à la consommation humaine :

- le prélèvement effectué par la commune de DAMMARTIN SUR MEUSE - hameau de Malroy ;
- la dérivation des eaux du forage du hameau de Malroy, sis sur la commune de DAMMARTIN SUR MEUSE ;
- l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine ;
- la mise en place des périmètres de protection autour du forage du hameau de Malroy ;
- les ouvrages de traitement et de distribution des eaux. La réalisation, la mise en œuvre et l'efficacité de ces systèmes seront placés sous le contrôle de la DTD ARS Haute-Marne (ou les services compétents en matière de contrôle).

II – DERIVATION DES EAUX

ARTICLE 2 – SITUATION

La collectivité est autorisée à dériver une partie des eaux par les ouvrages ;

- du forage du hameau de Malroy (code BRGM – BSS 03733X0026),

ARTICLE 3 – DEBITS DE PRELEVEMENT

Le prélèvement journalier est limité à 20 m³/jour.

ARTICLE 4 – MESURES DE DEBIT

La collectivité installera les compteurs et appareils nécessaires au contrôle du respect des prescriptions ci-dessus et tiendra un registre d'exploitation sur lequel seront reportés les renseignements suivants :

- débit maximum horaire et volume journalier produit (une fois par semaine),
- incidents survenus (pannes,...),
- modifications d'installations.

Ce registre sera tenu à disposition des agents chargés du contrôle.

ARTICLE 5 – PLAN D'ALERTE ET DE SECOURS

La commune de DAMMARTIN SUR MEUSE ne dispose pas de plan d'alerte et de secours mais d'une interconnexion possible entre le réseau de Malroy et son propre réseau.

ARTICLE 6 – DROIT DES TIERS

La collectivité devra indemniser les usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

III – PERIMETRES DE PROTECTION

ARTICLE 7 – DEFINITION

Il sera établi, autour des points de prélèvement, un périmètre de protection immédiate et un périmètre de protection rapprochée, en application des dispositions de l'article L 1321-2 du Code de la Santé Publique, conformément à l'avis de l'hydrogéologue agréé, ainsi qu'aux plans et états parcellaires joints.

Eu égard au faible débit prélevé, l'étendue de la zone d'appel autour du forage sera limitée. Dès lors, le périmètre de protection éloignée est sans objet et se confond avec le périmètre de protection rapprochée.

ARTICLE 8 – DELAIS DES TRAVAUX A REALISER ET DE LA MISE EN CONFORMITE AVEC LES PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE

Le bénéficiaire de la présente autorisation veille au respect de l'application de cet arrêté y compris des prescriptions dans les périmètres de protection.

Les travaux et la mise en conformité devront être réalisés par la collectivité :

- sans aucun délai en ce qui concerne le périmètre de protection immédiate,
- dans le délai de 2 ans maximum pour le périmètre de protection rapprochée.

Le périmètre de protection immédiate des captages sera entouré par une clôture de 2 mètres de haut, munie d'un portail fermant à clef.

ARTICLE 9 – CESSIBILITE DES TERRAINS DU PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE

La commune est en cours d'acquisition des terrains constituant le périmètre de protection immédiate du forage du hameau de Malroy (acquisition retardée pour cause de problème de succession).

ARTICLE 10 – PRESCRIPTIONS

Il sera établi un périmètre de protection immédiate et un périmètre de protection rapprochée autour du forage du hameau de Malroy en application des dispositions de l'article L 1321-2 du Code de la Santé Publique conformément à l'avis de l'hydrogéologue agréé, ainsi qu'aux plans et états parcellaires joints.

En cas de chevauchement de périmètres de protection instaurés par différents arrêtés préfectoraux, les prescriptions les plus restrictives seront à prendre en compte.

ARTICLE 10-1 PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE

Le périmètre de protection immédiate aura la forme d'un quadrilatère dont les limites sont reportées dans le plan parcellaire annexé à l'arrêté préfectoral.

A l'intérieur de ce périmètre sont interdits tout dépôt, toute installation ou activité autres que ceux strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eaux. Toute circulation y sera interdite en dehors de celle nécessitée par les besoins du service (entretien, accès aux pompes, etc). La parcelle sera enherbée et fauchée, l'herbe fauchée sera évacuée en dehors des différents périmètres de protection.

La collectivité devra réaliser, dans le périmètre de protection immédiate des captages, les travaux et entretiens suivants :

- clôture de 2 mètres de haut, munie d'un portail fermant à clef.

ARTICLE 10-2 PERIMETRES DE PROTECTION RAPPROCHEE ET ELOIGNEE

A l'intérieur des périmètres de protection rapprochée et éloignée sont interdites ou réglementées les activités susceptibles de porter préjudice à la qualité de l'eau et notamment celles figurant sur le tableau des prescriptions annexé au présent arrêté.

Les modifications des pratiques appartenant aux activités réglementées susceptibles d'altérer la qualité de l'eau ou d'en modifier les caractéristiques seront soumises à l'avis des services de l'Etat compétents. Les demandes d'autorisation devront être adressées à la Préfecture.

10-2-1 Périmètres de protection rapprochée

Ouverture d'excavations : dans la mesure où l'ouverture d'une excavation diminue la protection naturelle du réservoir géologique, l'avis de l'hydrogéologue agréé sera sollicité (projet éolien, géothermie...).

A l'intérieur de ce périmètre, les activités agricoles culturales devront faire l'objet d'une réflexion fondée sur une utilisation raisonnée des produits azotés et des produits phytosanitaires.

Activités interdites :

Rubrique 3 : Ouverture et exploitation de carrières ou de gravières

Rubrique 6 : Dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de détritiques, de produits radioactifs et de tous les produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux

Rubrique 7 : Installation de canalisations ou de réservoirs d'hydrocarbures liquides ou gazeux

Rubrique 8 : Installation de canalisations ou de dépôts de produits chimiques polluants

Rubrique 9 : Installation de canalisation d'eaux usées domestiques

Rubrique 10 : Installation de dépôts d'eaux usées domestiques

Rubrique 12 : Installation de constructions superficielles ou souterraines classées établissements insalubres ou incommodes (ICPE)

Rubrique 13 : Rejets d'eaux usées domestiques

Rubrique 14 : Rejets d'eaux industrielles

Rubrique 15 : Epandage d'eaux usées domestiques ou industrielles

Rubrique 17 : Epandage de lisiers

Rubrique 21 : Toute activité non explicitement citée ci-dessus mais susceptible d'altérer la qualité de l'eau ou d'en modifier les caractéristiques

Activités réglementées :

Rubrique 1 : Forage de Puits

Rubrique 2 : Captage de sources

Rubrique 4 : Ouverture d'excavations autre que carrières (à ciel ouvert)

Rubrique 5 : Remblaiement des excavations ou des carrières existantes

Rubrique 11 : Installation de constructions superficielles ou souterraines non classées établissements insalubres ou incommodes (ICPE)

Rubrique 16 : Epandage de fumier et engrais organiques et chimiques nécessaires aux cultures

Rubrique 18 : Epannage de produits chimiques toxiques destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures

Rubrique 19 : Pacage des animaux

Rubrique 20 : Activités de loisirs

ARTICLE 11 – ACTIVITES EXISTANTES

Pour les activités, dépôts et installations existant à la publication du présent arrêté sur les terrains compris dans les périmètres de protection prévus au chapitre III, il devra être satisfait aux obligations résultant de l'institution desdits périmètres dans les délais mentionnés à l'article 8 du présent arrêté.

IV – UTILISATION DE L'EAU A DES FINS DE CONSOMMATION HUMAINE

ARTICLE 12 – SITUATION

La collectivité est autorisée à poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

ARTICLE 13 – TRAITEMENT, SURVEILLANCE, ENTRETIEN ET CONTROLES SANITAIRES DE LA QUALITE DE L'EAU

Les eaux doivent répondre aux conditions exigées par la réglementation en vigueur. Elles doivent subir un traitement efficace et adapté avant distribution. A cet effet, la commune de DAMMARTIN SUR MEUSE - hameau de Malroy a mis en place un système de déferrisation au forage de Malroy. Ce dispositif de traitement et son fonctionnement seront placés sous le contrôle de la DTD ARS Haute-Marne (ou les services compétents en matière de contrôle).

Les opérations de prélèvement sont régulièrement surveillées ; les ouvrages et installations de prélèvement sont régulièrement entretenus de manière à :

- éviter tout gaspillage,
- garantir le bon fonctionnement des dispositifs destinés à la protection de la ressource en eau, à la surveillance et à l'évaluation des prélèvements ainsi qu'au suivi de la qualité de l'eau.

La qualité de l'eau est contrôlée dans les conditions et selon un programme annuel défini par la réglementation en vigueur. Le paramètre nitrate sera systématiquement analysé dans les analyses de distribution de type D1.

Les résultats des contrôles seront portés à la connaissance du public dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur. Sont affichés dans les deux jours ouvrés suivant la date de leur réception :

- l'ensemble des résultats d'analyses des prélèvements effectués au titre du contrôle,
- leur interprétation sanitaire faite par la Délégation Territoriale de l'Agence Régionale de Santé (ou par les services compétents en la matière),
- les synthèses commentées que peut établir ce service sous la forme de bilans sanitaires de la situation pour une période déterminée.

La note de synthèse annuelle sur les données relatives à la qualité des eaux distribuées, transmise par le Préfet de Haute-Marne, est consultable en mairie et jointe à la facture d'eau.

ARTICLE 14 – ACCESSIBILITE

Les ouvrages de production d'eau doivent permettre le prélèvement aisé d'un échantillon d'eau brute avant tout traitement.

Les propriétaires et exploitants sont tenus de laisser libre accès aux agents habilités aux contrôles (Délégation Territoriale de l'Agence Régionale de Santé, police de l'eau ou autres services compétents en matière de contrôle), à la recherche et à la constatation des infractions, dans les locaux, installations ou lieux où les opérations sont réalisées, à l'exclusion des domiciles ou de la partie des locaux servant de domicile, dans les conditions prévues à l'article L 216-4 du Code de l'Environnement.

Les exploitants responsables des installations sont tenus de leur laisser à disposition le registre d'exploitation.

ARTICLE 15 – DECLARATION D'INCIDENT OU D'ACCIDENT

La personne à l'origine de l'incident ou de l'accident et l'exploitant ou, s'il n'existe pas d'exploitant, le propriétaire, sont tenus, dès qu'ils en ont connaissance, de déclarer dans les meilleurs délais au Préfet ou au Maire du lieu d'implantation de l'opération, tout incident ou accident intéressant l'opération et de nature à porter atteinte à l'un des éléments énumérés à l'article L 211-1 du Code de l'Environnement (notamment préservation des écosystèmes aquatiques et des zones humides, de la qualité de l'eau, de la ressource en eau, libre écoulement des eaux, santé, salubrité publique, sécurité civile, conciliation des exigences des activités légalement exercées qui font usage de l'eau).

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le Préfet, les personnes mentionnées au premier alinéa doivent prendre ou faire prendre toutes les mesures possibles pour mettre fin à la cause de l'incident portant atteinte au milieu aquatique, pour évaluer leurs conséquences et y remédier.

ARTICLE 16 – MODIFICATION DE L'OUVRAGE

Toute modification apportée par le propriétaire ou l'exploitant de l'ouvrage (travaux, aménagement, mode d'utilisation de l'installation...) de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation initiale doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet qui peut exiger une nouvelle demande d'autorisation soumise aux mêmes formalités que la demande d'autorisation initiale.

ARTICLE 17 – ABANDON DE L'OUVRAGE

Tout forage, puits ou ouvrage souterrain abandonné doit être comblé, dans les règles de l'art et selon la réglementation en vigueur, par des matériaux permettant de garantir l'absence de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraines contenues dans les formations géologiques aquifères traversées ainsi que l'absence de transfert de pollution.

La déclaration de l'abandon de l'ouvrage doit être communiquée au Préfet, par le biais d'une délibération prise par le conseil municipal, au moins deux mois avant le début des travaux et doit comprendre :

- la date prévisionnelle des travaux de comblement,
- l'aquifère précédemment surveillé ou exploité,
- une coupe géologique des différents niveaux géologiques et formations aquifères présentes au droit du forage à combler,
- une coupe technique précisant les équipements en place,
- des informations sur l'état des cuvelages ou tubages et de la cimentation de l'ouvrage ainsi que les techniques ou méthodes qui seront utilisées pour réaliser le comblement.

La DTD ARS Haute-Marne instruira le dossier.

Dans les deux mois qui suivent le comblement de l'ouvrage, le déclarant en informe le Préfet et lui communique, le cas échéant, les éventuelles modifications par rapport au document transmis préalablement aux travaux de comblement.

ARTICLE 18 – MODIFICATION DES PRESCRIPTIONS

Si, au moment de l'autorisation ou postérieurement, le pétitionnaire veut obtenir la modification de certaines prescriptions applicables à l'opération, il en fait la demande au Préfet qui statue par arrêté conformément à l'article 32 du décret du 29 mars 1993 dans le respect des principes de gestion équilibré de la ressource en eau mentionnés à l'article L 211-1 du Code de l'Environnement. Si ces principes ne sont pas garantis par l'exécution des prescriptions du présent arrêté, l'autorité administrative peut imposer, par un arrêté complémentaire, toute prescription spécifique nécessaire.

V – DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 19 – INFORMATION DES TIERS - PUBLICITE

Le présent arrêté sera :

- inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Haute-Marne ;
- affiché à la mairie de DAMMARTIN SUR MEUSE pendant une durée minimale de deux mois. Une mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans deux journaux locaux à la diligence du préfet et aux frais de la commune de DAMMARTIN SUR MEUSE ;
- notifié par courrier, par les soins du maire, à chaque propriétaire intéressé afin de l'informer des servitudes qui grèvent son terrain. Lorsque l'identité ou l'adresse d'un propriétaire est inconnue, la notification est faite au maire de la commune sur le territoire de laquelle est située la propriété soumise à servitudes qui en assure l'affichage et, le cas échéant, la communique à l'occupant des lieux.

ARTICLE 20 – MODIFICATION DE L'ARRETE

Les dispositions prévues au présent arrêté et notamment la réglementation dans les périmètres de protection pourront faire l'objet d'une modification, au cas où les résultats de la surveillance de la qualité des eaux montreraient des signes de dégradation. Dans une telle hypothèse, la procédure de modification sera analogue à la procédure initiale d'établissement des périmètres de protection.

ARTICLE 21 – DUREE DE VALIDITE

Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que le forage du hameau de Malroy reste utilisé pour la production d'eau de la collectivité.

ARTICLE 22 – RECEPISSE DE DECLARATION

Le présent arrêté vaut récépissé de déclaration du prélèvement d'eau.

Les conditions d'aménagement et d'exploitation des ouvrages et d'exercice de l'activité doivent satisfaire aux prescriptions fixées au présent arrêté.

ARTICLE 23 – DELAI DE RECOURS

Le présent arrêté est susceptible de recours adressé par lettre recommandée avec accusé de réception au tribunal administratif de CHALONS EN CHAMPAGNE.

Le délai de recours est de deux mois à compter de la notification ou de la publicité de l'arrêté préfectoral.

ARTICLE 24 – EXECUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Marne, la Sous-Préfète de Langres, le Délégué Territorial Départemental de l'ARS Haute-Marne, le Directeur Départemental des Territoires, le Maire de DAMMARTIN SUR MEUSE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée :

- au Directeur de l'Agence de l'Eau Rhin Meuse,
- au Président de la Chambre d'Agriculture de la Haute-Marne,
- au Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
- au Directeur du Bureau de Recherches Géologiques et Minières,
- au Directeur Départemental de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations – pôle Protection du Consommateur,
- au Directeur Départemental des Territoires – service Environnement et Ressources Naturelles,
- au Président du Conseil Général – direction de l'Environnement et de l'Agriculture,
- au Directeur de l'Office National des Forêts,
- à M. FRADET, Coordonnateur Départemental des hydrogéologues agréés.

Fait à CHAUMONT, le 31 JANVIER 2011

**Pour le Préfet de la Haute-Marne,
Le Secrétaire Général de la Préfecture**



Emmanuel GÉRAT

COMMUNE : Dammartin sur Meuse

03733X0026

PERIMETRES DE PROTECTIONRéglementation et tableau des prescriptions

En application de l'article 7 de la loi n°64 - 1245 du 16/12/1964, du décret n°67 - 1093 du 15/12/1967 et de la circulaire d'application du 16/12/1968.

1. A l'intérieur du périmètre de protection immédiate : sont interdits tous dépôts, installations ou activités autres que ceux strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau
2. A l'intérieur des périmètres de protection rapprochée et éloignée : sont interdites, réglementées ou autorisés, conformément au tableau, les activités suivantes :

TYPE D'ACTIVITES :	PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE	
	INTERDIT	REGLEMENTE
1. Le forage de puits		X
2. Le captage des sources		X
3. L'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières	X	
4. L'ouverture d'excavations, autres que carrières (à ciel ouvert)		X
5. Le remblaiement des excavations ou des carrières existantes		X
6. Le dépôt d'ordures ménagères, d'immondices, de détritus, de produits radioactifs et de tous les produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux	X	
7. L'installation de canalisations ou de réservoirs d'hydrocarbures liquides ou gazeux	X	
8. L'implantation de canalisations ou de dépôts de produits chimiques polluants	X	
9. Les installations de canalisation d'eaux usées domestiques	X	
10. L'installation de dépôts d'eaux usées domestiques	X	
11. L'installation de constructions superficielles ou souterraines non classées établissements insalubres ou incommodes		X
12. L'installation de constructions superficielles ou souterraines classées établissements insalubres ou incommodes	X	
13. Le rejet d'eaux usées domestiques	X	
14. Le rejet d'eaux industrielles	X	
15. L'épandage d'eaux usées domestiques ou industrielles	X	
16. L'épandage de fumier et engrais organiques et chimiques nécessaires aux cultures		X
17. L'épandage de lisiers	X	
18. L'épandage de produits chimiques toxiques destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures		X
19. Le pacage des animaux		X
20. Les activités de loisirs		X
21. Toute activité non explicitement citée ci-dessus mais susceptible d'altérer la qualité de l'eau ou d'en modifier les caractéristiques	X	

La Commune veillera à l'application des prescriptions. En outre, peuvent être interdits ou réglementés et doivent, de ce fait, être déclarés à la Direction Départementale de l'Agriculture, toutes activités ou tous faits susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau.

NB : Cet inventaire des activités interdites et réglementées sera annexé au rapport détaillé.

DATE : 10 janvier 2002

L'Hydrogéologue Agréé en matière d'eau et d'hygiène publique, pour le département de la Haute-Marne.

Vu pour être annexé à mon
arrêté n° 722 en date

de ce jour

CHAUMONT, le 31 JAN. 2011

Le Préfet

Pour le Préfet, et par délégation,
Le Secrétaire Général de la Préfecture



Emmanuel GÉRAT

0373 3X0026

Localisation du point d'eau du "Hameau de Malroy"



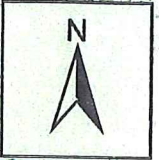
Conseil Général
HAUTE-MARNE

Vu pour être annexé à mon
arrêté n° 222 en date
de ce jour
CHAUMONT, le 31 JAN. 2011
Le Préfet

Pour le Préfet, et par délégation,
Le Secrétaire Général de la Préfecture

Emmanuel GERAT

Forage du "Hameau de Malroy"



- Points d'eau
- Limite de commune

0 500 1000 Mètres

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-MARNE

COMMUNE DE DAMMARTIN-SUR-MEUSE

PERIMETRES DE PROTECTION
DU CAPTAGE DU HAMEAU DE MALROY

Vu pour être annexé à mon
arrêté n° 922 en date

de ce jour

CHAUMONT, le 31 JAN. 2011

Le Préfet

Pour le Préfet, et par délégation,

Le Secrétaire Général de la Préfecture



Emmanuel GÉRAT

Cabinet Jean Pierre CARDINAL Géomètre Expert, 17 Boulevard de Latre de Tassigny 52200 LANGRES - Tél : 03 25 87 02 58 - Fax : 03 25 88 97 41 - Email : cardinal.langres@wanadoo.fr
15 Place de Verdun 52400 BOURBONNE-LÈS-BAINS - Tél/Fax : 03 25 90 02 31 - Email : cardinal.blb@wanadoo.fr

03733X0026

03733X0086

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-MARNE

COMMUNE DE DAMMARTIN-SUR-MEUSE

PERIMETRES DE PROTECTION
DU CAPTAGE DU HAMEAU
DE MALROY

LEGENDE

Périmètres de protection



Immédiat



Rapproché



Vu pour être annexé à mon
arrêté n° 722 du date
de ce jour

CHAUMONT, le

Le Préfet

31 JAN. 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général de la Préfecture


Emmanuel GÉRAT

DOSSIER N° 05536 - 27 Octobre 2008 - Echelle : 1/2000 - Dessiné par M.D.

Dressé par le Cabinet J.P. CARDINAL Géomètre-Expert D.P.L.G.
15 Place de Verdun - 52400 BOURBONNE-LES-BAINS

Tél. - Fax. : 03 25 90 02 31

GE

